

● (1410)

[Français]

LE CANADIEN NATIONAL

LES MISES À PIED AU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. Albert Girard (Restigouche): Monsieur le Président, à ce temps-ci de l'année, l'an dernier, j'étais informé par la direction du CN que nous perdions des emplois à Campbellton, une municipalité de ma circonscription. Cette année, le CN coupe encore 20 emplois au Nouveau-Brunswick et 11 de ces emplois touchent directement des gens de Campbellton. Le CN ne fait même pas d'efforts afin de sauvegarder ces emplois et je me lève aujourd'hui dans cette Chambre afin de dénoncer publiquement la direction et l'administration du CN pour leur incompétence et leur manque d'égard en annonçant juste avant Noël à ces 20 familles une aussi mauvaise nouvelle pour les chefs de familles. Une telle annonce détruit certainement l'esprit des Fêtes et la joie qui existent normalement dans une famille à ce temps-ci de l'année.

Permettez-moi de vous dire mon indignation face à une telle prise de position et j'ose espérer que le CN en tant que société autonome fera quelque chose pour faire cesser immédiatement cette situation tout à fait inacceptable et intolérable.

* * *

L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

LA SITUATION AU CANADA

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, il y a un an aujourd'hui le gouvernement conservateur «embarquait» sur sa politique désastreuse d'abolir les quotas d'importation sur les chaussures.

Depuis ce temps, l'importation des chaussures pour hommes a augmenté de près de 50 p. 100. Les chaussures provenant du Sud-Est asiatique ont particulièrement passé de 63 000 paires à 213 000 paires, ce qui représente une augmentation de 38 p. 100. L'année dernière, l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada avait prédit de sérieuses pertes d'emplois si le gouvernement allait de l'avant avec l'abolition des quotas sur les chaussures importées. Le gouvernement s'en est sorti en disant, et je cite: «Cette décision ferait économiser un demi-milliard de dollars aux 25 millions de consommateurs canadiens».

Aujourd'hui, les Canadiens font face à la vérité. Plus de 1 000 emplois ont été perdus dans ce secteur, trois industries sont présentes dans ma circonscription et l'une d'entre elles, l'Alexandria Footwear, a perdu les deux tiers de ses employés.

Depuis juillet dernier, les membres de l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada se sont vu refuser, à quatre reprises, le privilège de rencontrer la ministre du Commerce extérieur (M^{me} Carney). Elle dit que son horaire ne le lui permet pas.

Si le gouvernement insiste encore pour ne pas rencontrer les manufacturiers, nous perdrons ce qu'il reste des 20 000 emplois dans ce secteur.

Article 21 du Règlement

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

LE PROJET DE LOI C-22—LA POSITION DE LA FÉDÉRATION DE L'ÂGE D'OR DU QUÉBEC

M. Gilbert Chartrand (Verdun—Saint-Paul): Monsieur le Président, la Fédération de l'âge d'or du Québec, qui regroupe près de 200 000 personnes âgées, appuyait dernièrement sans aucune réserve le projet de loi C-22 sur les brevets pharmaceutiques. Dans une lettre adressée au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Andre), ce groupe de citoyens et citoyennes exprimait l'avis que la future loi stimulerait grandement la recherche sur plusieurs maladies encore incurables et qui affectent particulièrement les personnes du troisième âge.

Les personnes âgées de ma circonscription de Verdun—Saint-Paul et du Québec en ont assez d'être manipulées. Elles n'ont pas cru les sornettes des députés de l'Opposition qui ont brandi la menace d'une prétendue hausse de prix des médicaments sans jamais parler de l'objectif de la loi. Les personnes âgées savent que cette loi sera salutaire pour la recherche pharmaceutique, et qu'elles profiteront très bientôt des découvertes engendrées par la vitalité renouvelée que connaîtra cette industrie.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

ON S'OPPOSE À LA MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je désire faire part à la Chambre de l'opinion exprimée par une de mes électrices sur une très importante question dont nous discuterons. Elle déclare:

Je suis âgée de 76 ans et pour rester vivante, je dois prendre chaque jour des médicaments (15 comprimés) dont le coût total s'élève à environ 400 dollars par mois. On m'a dit que je devrais prendre ces médicaments pendant le reste de ma vie. Il est donc superflu d'ajouter que mon chèque de pension de vieillesse sert presque exclusivement à me garder en vie par le paiement des médicaments sans parler de la nourriture qui devient maintenant secondaire.

Même le programme d'assurance-médicaments en vigueur n'allège pas mon problème. Il faut de six à huit semaines pour traiter les demandes de prestations...

A maintes et maintes reprises, le gouvernement fédéral actuel a imposé un fardeau aux personnes âgées, aux familles qui comptent des enfants et mêmes aux jeunes qui doivent prendre des médicaments. Peut-être est-il temps de changer rapidement la composition du gouvernement fédéral. Je compte beaucoup que vous exprimerez mes sentiments avec ceux de bien d'autres personnes au sujet de cette grave question.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

ON APPUIE LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, je voudrais parler de la dernière entente fédérale-provinciale qui a mis un terme à l'exode de millions de dollars de recettes fiscales vers les États-Unis. A titre de député du nord de l'Ontario, je me rends bien compte que le gouvernement du Canada doit absolument remédier aux injustices de notre système commercial actuel tout en envisageant, dans une perspective réaliste, la montée des forces protectionnistes au sud de